

SOMMET ÉCONOMIQUE NATIONAL DE LA FRANCOPHONIE CANADIENNE

Après la langue, la culture, l'éducation et les communications, les associations francophones font maintenant de l'économie une préoccupation importante. C'est ainsi que s'est déroulé à Ottawa, du 16 au 18 avril, le premier Sommet économique national de la francophonie canadienne, sous l'égide de la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA) et du Conseil canadien de la coopération (CCC). Le thème du Sommet était : *Vers une prise en charge du développement de nos communautés.*

Le contenu des ateliers thématiques et des ateliers-conférences a permis aux participants d'amorcer une réflexion sur divers sujets touchant l'économie tels : l'accessibilité au capital, le partenariat entreprises-communautés, la formation professionnelle et le développement de l'emploi, les composantes d'une stratégie de développement régional, le tourisme, la mise en marché de la francophonie, la participation des femmes et des jeunes à l'économie, etc.

En préparation du Sommet, quatre séminaires régionaux avaient eu lieu au cours de l'hiver à Winnipeg, Ottawa, Vancouver et Moncton afin de concerter les actions de partenariat économique à développer pour la francophonie canadienne. Ces consultations régionales ont donné le ton aux discussions des trois jours du Sommet.

Les quelque 250 participants, la plupart issus du monde coopératif et associatif, ont exprimé leurs préoccupations notamment quant au manque de financement des entreprises francophones, à l'absence de cours en entrepreneuriat dans les écoles secondaires francophones, à l'absence des jeunes dans le développement des politiques gouvernementales en matière d'emploi, et au manque d'information sur le système coopératif.

De plus, il est apparu que l'absence de capital de risque semble constituer une barrière importante pour les entrepreneurs francophones qui désirent se lancer en affaires. Les entreprises n'ont à peu près pas accès au capital de risque parce qu'elles vivent dans des régions éloignées. Il a été suggéré que la Société d'investissement du Mouvement acadien, qui facilite le démarrage de petites et moyennes entreprises acadiennes, devrait servir de modèle ailleurs au pays.

Trois conférenciers ont profité de la tribune qui leur avait été offerte : M. Claude Béland, président du Mouvement Desjardins, M. Gilles Paquet, professeur de gestion et des affaires publiques à la Faculté d'administration de l'Université d'Ottawa, ainsi que M. Maurice Beaudin, directeur adjoint de l'Institut de recherche sur le développement régional de l'Université de Moncton.

Le message le plus important communiqué par ces conférenciers et les diverses personnes-ressources était que les communautés francophones ne peuvent plus se fier sur le gouvernement mais doivent plutôt compter sur leurs propres moyens et sur une volonté collective de se doter d'un pouvoir économique fort, viable et durable, pour assurer leur développement économique qui est dans une situation précaire dans plusieurs régions.

Si les communautés ont longtemps vu le gouvernement fédéral comme le gardien ultime de leur bien-être, tant économique que social, leurs leaders francophones semblent maintenant vouloir se débarrasser de cette dépendance et compter davantage sur le vaste réseau que forme le million de francophones étalé à la grandeur du pays, pour créer davantage d'activité économique dans chaque communauté.

Certains éléments d'une nouvelle concertation francophone pancanadienne ont été évoqués tout au long du Sommet, notamment au niveau du tourisme, des industries culturelles, des outils de communication, de la formation des gestionnaires, de la plus grande participation des femmes et du maillage d'entreprises. La formule coopérative a également été retenue comme étant la principale clé de voûte d'une nouvelle stratégie de développement économique pour les communautés de langue française vivant en situation minoritaire.

Marie-Hélène Bergeron

Secrétaire administrative régionale Région Amérique de l'AIPLF